

Pouvoir d'achat : garantir un reste à vivre décent !

RÉFORMES - JURIDIQUE



A trois jours du premier tour des élections législatives, le Gouvernement accélère les annonces sur le pouvoir d'achat. Pour l'UNSA, en raison de la gravité de la situation, des aides ciblées et des revalorisations pérennes de revenus s'imposent.



Communiqué de presse

Bagnolet, le 8 juin 2022

Pouvoir d'achat : garantir un reste à vivre décent !

A trois jours du premier tour des élections législatives, le Gouvernement accélère les annonces sur le pouvoir d'achat. Pour l'UNSA, en raison de la gravité de la situation, des aides ciblées et des revalorisations pérennes de revenus s'imposent.

L'inflation a dépassé les 5% sur un an au mois de mai et le pouvoir d'achat a baissé de 1,9% au premier trimestre. C'est donc le porte-monnaie des ménages qui est durement impacté. De plus, les prévisions à court-terme sont loin d'être optimistes.

Ces chiffres sont déjà significatifs mais ne reflètent qu'imparfairement le vécu des actifs, étudiants et retraités qui voient les prix de nombreux produits alimentaires, du transport ou des carburants s'envoler, sans compter le poids déjà très important des dépenses contraintes (logement, énergie...).

A cet égard, les premières annonces du Gouvernement en la matière ne sont pas satisfaisantes. La nouvelle indemnité inflation, le report du blocage des prix de l'énergie ou la ristourne sur le prix des carburants seront bienvenues pour ceux qui en bénéficieront. Néanmoins, pour l'UNSA, l'enjeu c'est la préservation pérenne du pouvoir d'achat et cela implique aussi que les entreprises et les employeurs publics participent à cet effort en augmentant les salaires.

Pour l'UNSA, garantir un reste à vivre décent doit être une priorité pour plus de justice et de cohésion sociale.

Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA